

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1783 - 24 juin 1993 - 3,50 F

### D 1783 PÉROU: ÉLARGISSEMENT DE LA CONSCIENCE CIVIQUE

Dans le contexte extrêmement troublé du pays, on assiste à une prise de conscience grandissante des forces vives de la société en dehors des milieux civils et militaires du pouvoir politique et économique (cf. DIAL D 1661 et 1743). Un soudain accès de fièvre des milieux militaires allait précipiter les choses.

En effet le 12 février 1993, la Coordination nationale des droits de l'homme - regroupant une trentaine d'organisations civiles et religieuses - publiait son rapport 1992: sur les 28.809 victimes de la violence politique entre 1980 et 1992, 53% sont le fait du pouvoir d'Etat, 45% du Sentier lumineux et 1% du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Le 22 février suivant, le Département d'Etat des USA publiait également son rapport 1992 sur la violation des droits de l'homme au Pérou, confirmant et élargissant les données de la Coordination péruvienne. Une violente campagne de discrédit de cette dernière commençait aussitôt.

En début mars le Congrès constituant démocratique, élu en novembre 1992, demandait l'ouverture d'une enquête sur la disparition puis l'assassinat par l'armée d'un professeur d'université et de neuf étudiants en juillet 1992. L'armée répliquait en manifestant avec ses blindés dans les rues. Le 6 mai suivant, le général Robles accusait publiquement des officiers et des civils de violation des droits de l'homme, avant de se réfugier en Argentine.

Le 21 avril, cent quatre-vingts personnalités péruviennes créaient alors le Forum démocratique comme instance de recherche d'un consensus national sur l'avenir du Pérou.

Dossier ci-dessous.

Note DIAL

### 1. Extraits de l'interview de Carlos Basombrío, de la Coordination nationale des droits de l'homme (Revue Signos du 12 mars 1993)

**Question - Il y a eu un blocage sérieux dans les relations entre les Etats-Unis et le Pérou...**

En effet, le gouvernement nord-américain a retiré temporairement son aide à la constitution du groupe d'appui (1). D'après les Etats-Unis, le Pérou n'a pas respecté les exigences élémentaires en matière de droits de l'homme. Selon la manière dont le problème a été présenté à l'opinion publique péruvienne, ce serait un groupe de mauvais Péruviens - dont la Coordination nationale des droits de l'homme - qui aurait influencé les Etats-Unis dans cette décision en procédant à une présentation fautive de la réalité.

**Q. - Alors qu'à l'extérieur les autorités cherchent à donner une meilleure image du pays, mais sans parvenir à cacher la réalité, que peux-tu dire sur la situation des droits de l'homme?**

Nous nous trouvons dans une situation très difficile à cause du soulèvement et des provocations permanentes du Sentier lumineux. Nous sommes convaincus qu'une victoire sur le Sentier lumineux passe fondamentalement par le respect des droits de l'homme. C'est notre seule façon de montrer la supériorité du système démocratique sur l'intolérance du fanatisme du Sentier. A l'heure actuelle ce n'est pas le cas.

Au Pérou, comme le montrent les faits, les droits de l'homme continuent d'être violés de façon systématique. Malheureusement, une fois de plus, le Pérou est le pays du monde où il y a le plus de détenus-disparus. Et ce n'est pas la Coordination nationale des droits de l'homme qui le dit, mais bien les Nations unies. Si cela n'est pas de la violation des droits de l'homme, comment faudrait-il donc l'appeler?

Rappelons qu'au Pérou, aujourd'hui, les partis politiques - qui sont une forme de rapprochement, de dialogue et de discussion - ainsi que la Coordination nationale des droits de l'homme, les organisations sociales, les médias et l'Eglise font en permanence l'objet de campagnes de discrédit et de calomnie, et cela pour les affaiblir face au gouvernement. Si ces campagnes atteignaient leur objectif, ce sont les gens ordinaires qui en paieraient le prix.

**Q. - Le travail de la Coordination est critiqué et la réalité de ses rapports mise en doute...**

Une bonne part du rapport de la Coordination nationale des droits de l'homme mentionne, souligne et condamne les crimes du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Mais personne n'en fait état. Les jugements portés sur la Coordination sont donc partiels et faussés.

Par ailleurs, sur le fait qu'au Pérou il y a des disparus et qu'il continue d'y en avoir, ce n'est pas nous qui le disons. C'est le procureur aux droits de l'homme quand il relève beaucoup plus d'autres cas que nous. C'est aussi le groupe de travail de l'ONU - et, s'il vous plaît, qu'on ne vienne pas nous accuser de le manipuler - quand il déclare que le Pérou est le pays du monde qui compte le plus grand nombre de détenus-disparus.

Quand nous parlons de violations "systématiques" des droits de l'homme au Pérou, nous voulons dire qu'elles se produisent de façon répétée et importante, en toute impunité et tolérance. Nous ne disons pas et nous n'avons jamais dit que cela se produit sur ordre des autorités de l'Etat. Nous ne faisons que décrire une réalité. (...)

**2. Manifeste "Pour la démocratie et les droits de l'homme" signé par 180 personnalités des milieux intellectuels, politiques, économiques, journalistiques et culturels pour annoncer la création du Forum démocratique (1er avril 1993)**

Signataires de la présente déclaration, par delà nos différences, nous venons exprimer nos préoccupations pour le présent et l'avenir de notre pays. C'est pourquoi nous avons décidé de créer un forum qui puisse contribuer à la diffusion et à la promotion des valeurs démocratiques, au renforcement des institutions oeuvrant à leur préservation, et au rejet de tout projet autoritaire. Ce forum organisera un certain nombre de rencontres et d'activités ayant pour but d'élaborer un projet national démocratique sur la base des droits de l'homme. Sur les traces du maître Basadre, "que le Pérou ne se perde pas par l'oeuvre ou l'inaction des Péruviens".

**3. Session inaugurale du Forum démocratique à Lima, le 21 avril 1993 (Revue Signos du 7 mai 1993)**

Quel sorte de pays voulons-nous? Telle est l'immense question qui a pris possession depuis un an et demi de notre espace national: la démocratie, l'intégration, la décentralisation, sans parler du progrès et du respect de la vie. Voilà les nombreux mots qui surgissent pour caractériser la République idéale. L'essai de réponse à cette question est en train de mobiliser la raison et les foules. Nous présentons ici une première approche sur le Forum démocratique.

"Ce Forum est un espace de rencontre, difficile à mener à bien mais pas impossible. Notre grand défi est de garder vivante l'utopie sans laquelle nous perdrons espoir", a déclaré le psychanalyste César Rodríguez Rabanal en présentant les objectifs du Forum démocratique lors de sa première séance publique.

Plus de deux cents personnes en provenance des différents milieux sociaux et politiques ont également écouté, le 21 avril au soir, un exposé du Père Gustavo Gutiérrez sur "démocratie, éthique et valeurs", du psychanalyste Max Hernández sur "la dimension historique et la construction de la démocratie", et de l'économiste Francisco Sagasti sur "démocratie et gouvernement".

"Nous nous refusons, a précisé Rodríguez Rabanal, à prétendre que nos malheurs ont commencé le 5 avril 1992 (2). Nous n'entendons pas oeuvrer à une glaciation de l'histoire. (...) L'extrême pauvreté paralyse les relations, favorise la foi débridée envers les démagogues et pousse au pragmatisme caricatural comme seule façon de voir le monde. Le Forum démocratique n'est pas limité dans le temps. Il veut déboucher sur une culture du débat, sur le dialogue national, en opposant la parole à la violence."

Pour sa part, le Père Gutiérrez a expliqué que "aujourd'hui, nous sommes face à plusieurs projets politiques autoritaires pour le pays. Nous traversons une crise mondiale encore plus grande dans le temps et qui s'enracine toujours plus bas. C'est dans les profondeurs que le pays est ébranlé. Uchuraccay (3) est tout un symbole de cette monumentale impossible rencontre, quand on voit des Péruviens essayant d'entrer en communication avec d'autres Péruviens par interprètes interposés. Il s'agit là, en quelque sorte, des nombreux Péruviens qui se battent pour garder leur autonomie." Interrompu à plusieurs reprises par les applaudissements, il a poursuivi: "Au Pérou il y a une importante production et beaucoup d'analyses sur les réalités du pays. Pourtant nous nous trouvons toujours dans une situation difficile et nous ne disposons pas de solutions immédiates. Nous sommes capables de voir clairement quel est le destin de notre pays, mais nous craignons que cette lucidité ne soit avalée par les ténèbres."

Max Hernández a rappelé que "le succès économique ne se mesure qu'en termes numériques, sans qu'il soit tenu compte de sa portée sociale et politique. La pauvreté augmente, tout comme l'inégalité et le nombre des exclus. Nous sommes en présence d'une démocratie totalitaire qui exclut les autres, procède à sa propre lecture de la réalité et estime agir de façon adéquate".

L'auditoire, qui avait été ce même jour secoué par la soudaine sortie dans la rue des blindés de l'armée, a ri aux éclats quand Max Hernández a utilisé le mot "conspirer" en déclarant que "d'après le dictionnaire, conspirer c'est s'entendre pour contribuer au même effet. Or nous sommes ici en train de conspirer. C'est pour cela que nous avons organisé ce forum."

A son tour, Francisco Sagasti a commenté le comportement des militaires de ce même jour en déclarant: "Que dirait le général José del Carmen Marín, le fondateur du CAEM, avec sa fameuse phrase: les idées ne s'imposent pas, elles s'exposent? La prétendue efficacité en matière économique, a-t-il poursuivi, n'est qu'illusoire: au cours des vingt dernières années il y a eu en Amérique latine seize dictatures, mais une seule a connu la réussite économique" (4). Il n'y a cependant que le régime démocratique ouvert à pouvoir supprimer la pauvreté".

Le Forum démocratique ne prétend aucunement, selon les organisateurs, être un mouvement politique ni remplacer les partis politiques. Ce qu'il veut c'est devenir un grand forum de dialogue. Sa première session en a été la démonstration.

---

(1) Suite à la publication du rapport du Département d'Etat des USA sur la violation des droits de l'homme au Pérou, en particulier par l'armée et la police, le Fonds monétaire international (FMI) suspendait l'accord d'un programme de facilités élargies avec le Pérou, et le gouvernement nord-américain retardait sa participation à un groupe d'appui financier pour un prêt de 410 millions de dollars au Pérou (NdT). (2) Date du coup de force constitutionnel du président Fujimori (NdT). (3) Nom d'une localité indienne dans les montagnes de Huanta. Le 30 janvier 1983, huit journalistes partis pour enquêter sur un conflit entre Indiens et guérilleros du Sentier lumineux étaient massacrés par la population. L'événement avait eu un retentissement considérable dans le pays. Cf. DIAL D 839 (NdT). (4) Il s'agit probablement du Chili de Pinochet (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am.1at. 500F - USA-Canada-Afrique 470F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Com.par.presse 56249 - ISSN 0399-6441